



Appel au Conseil fédéral

Agenda 2030 de développement durable : mise en œuvre urgemment demandée

Il y a cinq ans tout juste, la Suisse a adopté l'Agenda 2030 des Nations Unies et ses 17 objectifs de développement durable (ODD). Réaliser ces buts majeurs est nécessaire de toute urgence, compte tenu des crises multiples de notre temps. Comme le souligne Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, mettre en œuvre les 17 ODD exige « *une immense volonté politique et une action ambitieuse de toutes les parties prenantes* ». La Confédération est malheureusement loin d'être au rendez-vous. Certes le Conseil fédéral a désigné un comité directeur et deux délégués pour réaliser l'Agenda. Mais un premier pas important manque: la Suisse n'a toujours pas de stratégie de développement durable pour la décennie qui commence.

La Plateforme Agenda 2030 appelle à **mettre en œuvre l'ensemble de ces objectifs** en Suisse et par la Suisse – en tant que place économique et financière comme au travers de sa coopération internationale. En regard des trois champs prioritaires que le Conseil fédéral a annoncé lui-même dans son programme de législature, la Plateforme souligne ses exigences :

- **La consommation et la production** doivent être rendues durables. Les trois-quarts des ressources naturelles consommées en Suisse proviennent de l'étranger. Notre pays est en pointe mondiale pour ses effets de débordement (*spillover*) par son commerce et ses investissements financiers hors frontières. L'administration fédérale doit assurer rapidement des achats publics responsables, établir la vérité des coûts et créer les conditions-cadres d'un usage durable des ressources.
- Il faut agir en priorité sur **le changement climatique et protéger les écosystèmes**. La Suisse doit mettre fin à la perte accélérée de sa diversité biologique, réduire ses émissions de gaz à effet de serre et soutenir les pays en développement, en vue de systèmes d'énergies renouvelables notamment.
- La Suisse peut en faire bien plus pour réaliser **l'égalité des chances**. Il importe de reconnaître et réduire toutes les dimensions qui préexistent, que les inégalités soient structurelles, procédurales, sociales ou économiques. Il s'agit de considérer aussi les discriminations multiples, sur la base de l'origine, du genre ou d'un handicap par exemple - « sans laisser personne *au bord du chemin* », principe phare de l'Agenda 2030.

L'absence prolongée de stratégie nationale empêche la cohérence des décisions, l'arbitrage entre des politiques sectorielles contradictoires - à l'exemple d'exportations d'armes dans des pays en guerre civile, des subventions dommageables pour l'environnement, des accords de libre-échange non coordonnés ou une politique migratoire arbitraire. La crise du coronavirus doit accélérer la publication d'une stratégie, qui puisse agir sur les causes d'épidémies, liées au réchauffement planétaire et à la diversité des espèces qui recule dramatiquement. De même, il faut réagir aux répercussions et aux impacts dans le monde du travail, assurer l'accès à une éducation de qualité, à la santé et à l'information pour toutes et tous.

Le développement durable fortifie la résilience de la société, en réduisant la vulnérabilité des plus faibles. Quant à une stratégie orientée vers des préoccupations surtout économiques et sectorielles, elle ne répondrait pas à la cohérence nécessaire et aux attentes déjà énoncées par le gouvernement dans son programme de législature.

Il est grand temps que le Conseil fédéral soumette un projet en consultation et qu'il ouvre la voie à l'adoption d'une stratégie de développement durable, à la hauteur des ambitions qu'il a lui-même annoncées.

Berne, le 17 septembre 2020